



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-sixième session

10-13 janvier et 7-8 février 2022

**Résultats du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et
conséquences pour la région Proche-Orient et Afrique du Nord**

Résumé

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu les 23 et 24 septembre 2021, avait été convoqué par le Secrétaire général de l'ONU en reconnaissance du fait que la transformation des systèmes alimentaires offrait l'un des leviers les plus puissants pour réaliser l'ambition du Programme 2030. Le processus de 18 mois qui a conduit à ce sommet a été l'occasion, pour les parties prenantes partout dans le monde, d'accroître la sensibilisation à la question des systèmes alimentaires et d'élever le débat sur ce thème. Les 2 200 idées d'action accélérée réunies autour des cinq pistes d'action retenues ont été organisées en 52 groupes de solutions. Un processus de concertation à grande échelle sous la forme de dialogues organisés en amont du Sommet et auxquels plus de 107 000 personnes ont participé, a fourni la base d'une action plus cohérente et harmonisée.

Plus de 37 000 délégués se sont inscrits au Sommet virtuel et plus de 50 000 personnes, représentant 193 pays, ont suivi les débats en ligne. Les représentants de 165 États Membres de l'ONU, parmi lesquels 78 chefs d'État et de gouvernement, ont fait une déclaration. Le Sommet a abouti à une série de mesures, qui comprend i) le résumé de la présidence et la Déclaration d'action du Secrétaire général; ii) les stratégies et voies nationales de transformation des systèmes alimentaires; iii) les coalitions d'action; iv) les initiatives multipartites et les engagements pris par différents groupes constitués; v) une base de connaissances récapitulative (compendium).

Le suivi des suites données au Sommet sera conduit par les organismes ayant leur siège à Rome, en coopération avec tous les organismes, les fonds et les programmes des Nations Unies et toutes les organisations internationales concernées.

La FAO accueillera un centre de coordination, qui sera composé de personnel détaché des organismes ayant leur siège à Rome et d'autres organismes des Nations Unies.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale est invitée à appeler les Membres à:

- a) réaffirmer qu'il est essentiel de mieux coordonner l'action et les investissements pour parvenir à des systèmes agroalimentaires plus durables et contribuer ainsi à la réalisation du Programme 2030;
- b) prendre acte des résultats du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et s'engager à soutenir les initiatives menées à l'échelle nationale et régionale pour développer ces résultats;
- c) partager l'expérience acquise à l'occasion des dialogues nationaux et dans la mise en œuvre des actions jugées essentielles pour que les mutations opérées par les systèmes agroalimentaires contribuent à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD);
- d) formuler des orientations concernant le processus de suivi et d'examen.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient

FAO-RNE-NERC@fao.org

I. Introduction

1. En 2021, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a convoqué un sommet sur les systèmes alimentaires (ci-après «le Sommet») qui s'inscrit dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et vise à atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Cette décision a été prise en reconnaissance du fait que la transformation des systèmes alimentaires offre l'un des leviers les plus puissants pour réaliser l'ambition du Programme 2030, ainsi qu'il ressort du Rapport mondial de 2019 sur le développement durable, lequel indique que les systèmes alimentaires sont l'un des rares points d'entrée permettant de se replacer, à l'échelle mondiale, sur une trajectoire plus durable. Parce qu'il se déroulait sur fond de pandémie de covid-19, le processus préparatoire à ce sommet a également été l'occasion d'examiner comment les systèmes alimentaires pourraient contribuer à l'appel à «reconstruire en mieux», lancé par le Secrétaire général de l'ONU.
2. Le Programme 2030 et ses ODD ont mis en relief l'importance des multiples objectifs que les systèmes alimentaires à venir devront atteindre et ont aussi permis de prendre conscience du fait que l'évolution des systèmes agroalimentaires vers la production d'aliments en plus grande quantité et à des prix plus abordables s'était faite au détriment de plusieurs objectifs sociétaux, dont l'amélioration de la santé et de la nutrition, la lutte contre la pauvreté, le renforcement des services écosystémiques et l'inclusion sociale.
3. Au cours de la décennie écoulée, les parties prenantes aux systèmes agroalimentaires ne sont pas restées inactives et ont fait évoluer leurs comportements: les producteurs, en expérimentant de nouvelles pratiques pour atténuer l'incidence de leur activité sur la biodiversité, les ressources naturelles et le climat; le secteur agroalimentaire, en s'engageant dans des modes d'approvisionnement plus durables, une reformulation de ses produits et une réduction des pertes; les consommateurs, quand ils pouvaient se le permettre, en cherchant à mieux s'informer sur les produits composant une alimentation plus saine et en plaidant pour des produits plus respectueux de l'environnement et pour une réduction et une gestion plus judicieuse des déchets.
4. Cependant, il manquait aux nombreuses initiatives que les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile commençaient à prendre à l'appui de systèmes agroalimentaires plus durables une vision commune des interactions, des liens de dépendance et des arbitrages complexes qui sont propres à ces systèmes. La capacité des sociétés, qui présentent des priorités, une évolution et des possibilités agroécologiques et institutionnelles différentes, à tracer et à suivre des voies appropriées pour parvenir à des systèmes alimentaires plus durables s'en trouvait bridée.
5. Le processus de 18 mois qui a conduit au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires a offert aux parties prenantes partout dans le monde une première occasion d'accroître la sensibilisation à la question des systèmes alimentaires, d'élever le débat sur ce thème et de renforcer l'intérêt politique de ces systèmes dans la concertation sur les priorités mondiales. Ce faisant, il a fourni la base d'action plus cohérente et plus harmonisée qui faisait si cruellement défaut.

II. Processus préparatoire au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

6. Le processus préparatoire au Sommet a été supervisé par un Comité consultatif multipartite présidé par la Vice-Secrétaire générale et comprenant les chefs de secrétariat de la FAO, du FIDA et du PAM, des représentants des pays et des représentants du secteur privé et de la société civile. Le Comité consultatif a conseillé l'Envoyée spéciale à qui avait été confiée la responsabilité générale du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Un Groupe scientifique a été créé pour que les données factuelles soient produites et exploitées en toute indépendance et une équipe spéciale des Nations Unies a été chargée de veiller à ce que le système des Nations Unies participe largement aux préparatifs du Sommet, et de faciliter le suivi des activités menées pour y donner suite. Enfin, un

Réseau des champions a été mis en place pour créer, mobiliser et gérer des coalitions stratégiques avec des partenaires.

7. Le processus a été structuré autour de cinq pistes d'action: 1) garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs; 2) passer à des modes de consommation durables; 3) stimuler une production respectueuse de la nature; 4) promouvoir des moyens de subsistance équitables et 5) renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et au stress.

8. Étayés par des données factuelles fiables et indépendantes, les cinq pistes d'action ont aidé un ensemble de parties prenantes diverses à se frayer un chemin dans la complexité des défis à relever pour parvenir à des systèmes alimentaires plus durables, offrant à tous les groupes constitués un espace où échanger et apprendre, préparer des actions et des partenariats nouveaux et développer les initiatives existantes. Au cours du processus préparatoire, plus de 2 200 idées d'action accélérée ont été formulées par les experts et les parties prenantes. Le Groupe scientifique, les pistes d'action, les leviers de changement, le Réseau des champions et l'équipe spéciale des Nations Unies ont uni leurs efforts pour organiser ces idées en 52 groupes de solutions qui ont été soumis pour examen aux pays et à d'autres acteurs selon le contexte et les priorités qui étaient propres à ceux-ci.

9. Pour s'assurer que ce sommet serait à la fois un «Sommet des peuples» et un «Sommet des solutions», les dialogues organisés en amont ont fourni une méthode inclusive et unique en son genre permettant de déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, quels sont les principaux points prioritaires à améliorer et comment faire pour s'attaquer à ces priorités aux niveaux infranational, national, régional et mondial. Dans le cadre de 11 dialogues de portée mondiale, 987 dialogues indépendants enregistrés et 613 dialogues des États Membres, également enregistrés, plus de 107 000 participants ont contribué à définir les voies de transformation susceptibles de faire avancer les actions formulées dans le cadre des pistes d'action.

10. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, la plupart des Membres (15 pays) ont désigné un fonctionnaire de haut niveau de leur administration pour organiser une série de dialogues nationaux s'inscrivant dans le processus préparatoire au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Les dialogues nationaux ont formulé pour leurs pays respectifs des voies vers des systèmes alimentaires durables, qui pourront servir de points de référence, au sein de l'État et pour toutes les parties prenantes, dans les années à venir.

11. Le Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (RNE) a apporté un appui technique aux dialogues nationaux dans plusieurs pays, en particulier sur la piste d'action n° 1: Assurer l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs. Ainsi, en Égypte, la FAO a aidé le Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres (MALR) et l'Autorité nationale de sécurité sanitaire des aliments (NFSA) à préparer le document portant sur cette première piste. Ce document établit des priorités parmi les solutions conformément aux critères essentiels du Sommet pour «des solutions révolutionnaires et des solutions systémiques», ainsi que pour l'équité entre les femmes et les hommes, l'autonomisation des jeunes et la mise en synergie avec d'autres pistes d'action.

12. RNE s'est associé à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) pour lancer le dialogue régional des États arabes sur les systèmes alimentaires, qui s'est déroulé le 29 mars 2021, et offrir ainsi une plateforme intégrative et conviviale aux groupements représentant les agriculteurs, les femmes, les jeunes, les banques, les ingénieurs, le secteur privé et d'autres acteurs, tous considérés comme des parties prenantes clés, de sorte qu'ils puissent confronter leurs rôles, leurs perspectives et leurs expériences et échanger sur les problèmes à résoudre pour rendre les systèmes alimentaires de la région plus sains, plus inclusifs et plus durables tout en renforçant leur résilience dans un contexte de pandémie de covid-19. Le dialogue régional des États arabes a regroupé les points de vue, les perspectives et les retours d'expérience de la région. Il a en outre encouragé l'organisation de dialogues nationaux. Le document relatif aux résultats régionaux rend compte de ces débats. Deux réunions préparatoires – Dialogue des jeunes arabes (9 mars 2021) et Dialogue des parties prenantes arabes (11 mars 2021) – ont été organisées avant le dialogue régional.

13. RNE a collaboré avec la CESAO et l'Organisation arabe de développement agricole (OADA) pour organiser, le 27 juillet 2021, une session virtuelle intitulée «Priorities for Transforming Food Systems in the Arab Region» (priorités pour la transformation des systèmes alimentaires de la région arabe), qui s'inscrivait dans le cadre des sessions préparatoires au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Cette réunion a fourni une plateforme intégrative et conviviale qui a permis aux parties prenantes régionales de confronter leurs perspectives et leurs expériences et d'échanger sur les problèmes à résoudre pour transformer les systèmes alimentaires de la région Proche-Orient et Afrique du Nord et les rendre plus sains, plus inclusifs, durables et efficaces dans leur utilisation des ressources.

III. Résultats du Sommet

14. Le Sommet, qui s'est tenu les 23 et 24 septembre 2021, s'est attaché en priorité à récapituler les résultats et les engagements qui s'étaient dégagés durant le processus préparatoire. Au total, 37 000 délégués se sont inscrits au Sommet virtuel et plus de 50 000 personnes, représentant 193 pays, ont suivi les débats en ligne. Les représentants de 165 États Membres de l'ONU, parmi lesquels 78 chefs d'État et de gouvernement, ont fait une déclaration. Les messages les plus marquants ont appelé à une coopération internationale et régionale et à une relance après la pandémie de covid-19 et ont exprimé des engagements en faveur de la sécurité alimentaire, de l'éradication de la faim et de l'amélioration de la nutrition. D'autres ont abordé la question de l'action nécessaire pour atténuer le changement climatique et s'adapter à ses effets, notamment grâce à une production agricole résiliente face au climat et une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), une attention prêtée à l'environnement et la préservation d'une biodiversité riche. Le soutien aux petits agriculteurs et aux agriculteurs familiaux ainsi qu'aux populations rurales par des moyens tels que l'investissement, l'assistance technologique et les services de vulgarisation a été jugé prioritaire, et l'accent a fréquemment été mis sur la science, la technologie, la recherche, l'innovation et l'investissement.

15. Le Sommet a abouti à une série de mesures, qui comprend i) le résumé de la présidence et la Déclaration d'action du Secrétaire général; ii) les stratégies et voies nationales de transformation des systèmes alimentaires; iii) les coalitions d'action; iv) les initiatives multipartites et les engagements pris par différents groupes constitués; v) une base de connaissances récapitulative (compendium).

- i. Le résumé de la présidence et la Déclaration d'action du Secrétaire général ont appelé la communauté mondiale à tenir sa promesse d'un avenir meilleur en mettant les systèmes alimentaires au service des personnes, de la planète et de la prospérité. On y note que des progrès dans cinq domaines clés permettraient de remettre sur les rails à l'échelle mondiale la progression vers les ODD. Définis sur la base des travaux du Groupe scientifique indépendant, des pistes d'action, des leviers de changement et des dialogues préalables au Sommet, les cinq domaines s'énoncent comme suit: 1) nourrir toutes les populations; 2) promouvoir les solutions fondées sur la nature; 3) promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomes; 4) renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux agressions; 5) accélérer les moyens de mise en œuvre. La Déclaration d'action donne également une description de l'approche à adopter pour donner suite au Sommet.
- ii. Les résultats qui se dégagent des dialogues nationaux menés dans 148 pays et de la série de dialogues régionaux témoignent d'une entente sur le fait que le contexte, les approches et les perspectives peuvent différer à l'échelle locale, mais que les systèmes alimentaires peuvent et doivent se transformer si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable. Les dialogues organisés en amont du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ont été l'occasion, pour les pouvoirs publics et les acteurs nationaux, de déterminer les priorités et de définir les voies stratégiques qui dessinent l'avenir des systèmes alimentaires et d'amener de nombreuses parties prenantes à prendre des engagements. Sur les 148 États Membres de l'ONU ayant mené un dialogue national, 103 avaient présenté des Voies nationales de transformation des systèmes alimentaires au

moment du Sommet, apportant ainsi un éclairage sur ce que les États et différents acteurs attendent de leurs systèmes alimentaires à l'horizon 2030. Le processus préparatoire au Sommet a aussi abouti à l'élaboration de Voies régionales de transformation des systèmes alimentaires, qui abordent des domaines représentant une priorité et un centre d'intérêt communs à nombre de pays et de voies nationales ou dont le traitement nécessite une action transnationale concertée de ces pays.

- iii. Dans chacun des domaines d'action mis en évidence dans la Déclaration du Secrétaire général, une série de coalitions, d'initiatives, d'alliances, de partenariats et de réseaux et un ensemble de connaissances et de ressources se sont constitués pour aider les pays à relier l'action locale à l'action mondiale. La liste non exhaustive de ces mouvements comprend ceux mentionnés ci-après, dans lesquels la FAO s'est engagée.
- Nourrir toutes les populations: Faim zéro; Healthy Diets from Sustainable Food Systems (une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables); School Meals (repas scolaires); Food Is Never Waste (la nourriture n'est jamais gaspillée); Social Protection (protection sociale); et agriculture familiale.
 - Promouvoir les solutions fondées sur la nature: agroécologie; Sustainable Productivity Growth (croissance durable de la productivité); Blue and Aquatic Foods (aliments bleus et aquatiques); Land and Freshwater Nexus (nexus terre-eau douce); Repurpose Public Support to Food and Agriculture (réaffecter le soutien public à l'alimentation et à l'agriculture); Halting Deforestation and Conversion (stopper la déforestation et la conversion); Better Data Better Decisions (de meilleures données pour de meilleures décisions).
 - Promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomes: Making Food Systems Work for Women and Girls (mettre les systèmes alimentaires au service des femmes et des filles); Indigenous Peoples Food Systems (systèmes alimentaires des peuples autochtones); Inclusive and Sustainable Urban Food Systems (des systèmes alimentaires urbains inclusifs et durables).
 - Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux agressions: Resilient Local Food Supply Chains (des chaînes d'approvisionnement alimentaire local résilientes); nexus action humanitaire-développement-paix.
 - Accélérer les moyens de mise en œuvre: transformation numérique et innovation.
- iv. Chacun des groupes constitués auto-organisés participant au Sommet, tels que le Réseau des champions, la société civile, les peuples autochtones, les chefs religieux des réseaux interconfessionnels, le secteur privé, les producteurs et les jeunes, s'est exprimé avec fermeté et a pris des engagements forts.

16. Un compendium du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires est disponible en ligne; il donne un aperçu du processus d'engagement ainsi que des constatations, des connaissances et des contributions produites durant la phase préparatoire au Sommet sur tous les axes de travail. Il comprend également des liens vers plus de 2 000 solutions colligées par les équipes gardiennes des pistes d'action et des leviers de changement; des rapports de synthèse des dialogues nationaux et indépendants; et un recueil de textes scientifiques (Science Reader) présentant des travaux de recherche et plus de 50 notes d'information rédigées par le Groupe scientifique et ses partenaires mondiaux sur les plus récentes des connaissances et des données probantes axées sur des solutions.

IV. Suivi et examen

17. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires a poussé tous les acteurs de ces systèmes à collaborer de façon plus systémique et coordonnée. Dans sa déclaration d'action, le Secrétaire général a déroulé clairement l'approche à suivre à l'issue du Sommet et s'est engagé à ce que le système des Nations Unies dirige conjointement un centre de coordination qui mobilise et mette à profit plus largement les capacités de ce système pour soutenir les pays dans la formulation et la mise en œuvre de leurs voies nationales de transformation des systèmes alimentaires. Ce centre mènera ses activités conformément aux fonctions et capacités existantes des Nations Unies et en accord avec les structures et mécanismes existants.

18. Il sera hébergé par la FAO au nom du système des Nations Unies et recevra l'appui du Bureau des objectifs de développement durable de la FAO, directement rattaché au Directeur général de l'Organisation. La supervision du Centre incombera à un groupe directeur composé des chefs de secrétariat des organismes ayant leur siège à Rome, du Bureau de la coordination des activités de développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ce dernier assurant dans un premier temps la présidence d'une équipe spéciale de l'ONU créée pour l'occasion. La présidence de l'équipe spéciale sera assurée successivement par les organismes des Nations Unies concernés possédant des liens étroits avec les activités du Centre. Le Centre prendra la forme d'une équipe souple, composée en grande partie de personnes détachées d'organismes du système des Nations Unies, et capable d'appréhender l'ensemble du système alimentaire, d'établir des liens et de permettre une approche systémique, et de présenter les réussites et les enseignements tirés de l'expérience.

19. Le Centre de coordination assurera un certain nombre de fonctions:

- a) Il continuera d'appuyer un discours argumenté autour d'une action porteuse de transformation dans les systèmes agroalimentaires, qui permette d'atteindre les ODD, et il préparera, tous les deux ans jusqu'en 2030, un bilan mondial des réalisations des États Membres afin de stimuler des progrès continus.
- b) Il veillera à ce que les sujets prioritaires figurent en bonne place dans le programme de transformation des systèmes alimentaires pour promouvoir le rôle prépondérant que jouent, en matière de réflexion stratégique, les organismes des Nations Unies et les acteurs de premier plan du monde de l'assistance, y compris dans le domaine scientifique, afin de renforcer l'interface science-politique.
- c) Il facilitera les liens avec l'ensemble plus large des acteurs des systèmes agroalimentaires durables qui unissent les coalitions et autres initiatives ainsi que les milieux scientifiques, l'objectif étant de fournir, au niveau des pays, un ensemble de mesures cohérent et intégré. Ce point est essentiel pour éviter le risque d'un retour à une approche cloisonnée.
- d) L'expertise et les conseils des jeunes, des groupes autochtones, des femmes, des producteurs d'aliments et du secteur privé, entre autres, sont des éléments clés pour faire avancer le processus. Pour puiser dans ces ressources, on créera un groupe de parties prenantes qui s'appuiera sur les structures existantes et sur les groupes constitués auto-organisés.
- e) L'un des rôles principaux du Centre de coordination consistera à coordonner et faciliter l'assistance technique et l'appui aux politiques fournis par les organismes des Nations Unies et d'autres institutions pour aider les pays à développer plus avant et à mettre en œuvre leurs voies de transformation nationales. Durant le processus préparatoire au Sommet, des organismes des Nations Unies, dont la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le PNUE, et des partenaires, avec le soutien d'un certain nombre d'États Membres, ont défini un ensemble de fonctions critiques à mettre en œuvre pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires, qui fourniraient, entre autres, i) des services de conseil pour le dialogue national et la collaboration multipartite; ii) une analyse des politiques destinée à soutenir la conception des systèmes agroalimentaires nationaux;

- iii) un apprentissage mutuel sur la transformation des systèmes agroalimentaires; iv) un mécanisme d'appariement et de coordination permettant de mettre les Membres en relation avec les initiatives de soutien mondiales et régionales pertinentes.
- f) Partout où les Nations Unies ont une présence locale, le soutien au niveau du pays se fera en coordination avec les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies et conformément aux analyses communes de pays et aux plans-cadres de coopération pour le développement durable. Le Centre facilitera une meilleure harmonisation et une plus grande efficacité dans le soutien apporté au niveau des pays, en mettant à profit les actifs et les programmes des Nations Unies et d'autres organisations et initiatives, comme l'initiative Main dans la main de la FAO.

V. Résultats du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires utiles aux pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord

20. Le Sommet a défini des objectifs clairs et ambitieux concernant les systèmes agroalimentaires, qui tiennent compte des relations complexes entre les volets environnemental, économique et social du développement durable. Dans cette optique, toutes les parties prenantes de la région Proche-Orient et Afrique du Nord – en particulier les pouvoirs publics – doivent désormais réaffirmer leur engagement à agir avec célérité, à grande échelle et en toute solidarité les uns avec les autres, de façon à tenir les promesses des ODD. La plupart des pays de cette région sont en retard dans la réalisation des cibles des ODD, aussi transformer les systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, inclusifs, résilients et durables est-il un moyen essentiel de parvenir à la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition, de renforcer les moyens d'existence des communautés agricoles et de pérenniser les ressources naturelles et les services environnementaux. Pour cela, plusieurs choses sont essentielles:

- a) Des mécanismes nationaux de soutien qui, mettant à profit les dialogues nationaux sur les systèmes alimentaires, vont permettre de développer et de mettre en œuvre d'ici à 2030 des voies nationales inclusives et cohérentes avec les engagements climatiques pris par les pays. Le système des Nations Unies et toutes les parties prenantes concernées, y compris les institutions financières internationales, le secteur privé et la société civile, jouent un rôle central dans l'aide à la mise en œuvre apportée aux pays.
- b) L'action doit être conduite au niveau des pays par les pouvoirs publics, en tenant compte du contexte local. Le processus préparatoire au Sommet a permis de dégager cinq domaines d'action qui ont chacun des implications régionales majeures. Ces domaines sont les suivants:
 - i. Nourrir toutes les populations – Les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord, et notamment les pays en conflit, sont face à une augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, qui touche davantage les plus vulnérables. Les mesures prises pour éliminer la faim, accroître la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition doivent intégrer les groupes marginalisés et leur donner la priorité.
 - ii. Promouvoir les solutions fondées sur la nature – La région Proche-Orient et Afrique du Nord se caractérise par une rareté de l'eau, un manque de terres cultivables et une dégradation des terres disponibles, une perte de biodiversité et une exposition aux effets du changement climatique et aux événements météorologiques extrêmes. Les solutions doivent optimiser les résultats économiques, environnementaux et sociaux des systèmes agroalimentaires tout en opérant les arbitrages éventuels. Cette approche est essentielle à la durabilité et à la résilience des systèmes agroalimentaires et des moyens d'existence.
 - iii. Promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomes – On assiste à un creusement des inégalités de revenu et des inégalités entre femmes et hommes et entre ruraux et urbains dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Par ailleurs, les marchés informels et les travailleurs occasionnels qui y sont associés demeurent prédominants. Ces deux

tendances ont aggravé la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans la région. L'équité et la résilience des moyens d'existence, l'autonomisation des communautés rurales et l'amélioration des conditions de travail tout au long des chaînes de valeur agroalimentaires revêtent donc une importance critique si l'on veut que cette région progresse vers la réalisation des cibles des ODD.

- iv. Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux agressions – La région Proche-Orient et Afrique du Nord, où prédominent les zones arides et l'agriculture pluviale, est extrêmement vulnérable et sujette aux crises liées au climat et à l'environnement (changement climatique, événements météorologiques extrêmes, sécheresse, vagues de chaleur, inondations, tempêtes de poussière, pénuries d'eau, dégradation des terres et désertification, perte de biodiversité). Ces difficultés sont encore aggravées par les conflits et les tensions économiques (notamment dépendance à l'égard des importations, pertes de revenu/d'emplois, dette et profondes inégalités). Cela signifie que les pays de la région doivent nécessairement établir des systèmes alimentaires et des moyens d'existence résilients s'ils veulent maintenir la sécurité alimentaire face aux multiples chocs et crises qui les traversent.
- v. Accélérer les moyens de mise en œuvre – Les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord doivent élaborer et mettre en œuvre des voies nationales de transformation des systèmes agroalimentaires. Cela requiert une volonté politique et une force d'entraînement sans faille des pouvoirs publics; un renforcement des capacités nationales à tous les niveaux; un accroissement des financements alloués à l'agriculture et aux systèmes alimentaires; un investissement dans les infrastructures commerciales, en particulier sur les marchés informels; un contrôle du respect des mesures de sécurité sanitaire des aliments; un soutien aux solutions et aux politiques basées sur des faits scientifiques afin d'innover, sur le plan technique et institutionnel et en matière d'action publique, pour transformer les systèmes agroalimentaires; un renforcement de la gouvernance à chaque stade de la chaîne d'approvisionnement alimentaire; et un encouragement à coopérer à l'échelle régionale et à apporter des réponses intégrées aux questions transfrontalières telles que la lutte contre les maladies ou les organismes nuisibles et les échanges alimentaires.